



## Le développement et les logiques du changement: la nécessité d'une approche holistique\*

Claude RAYNAUT<sup>1</sup>

<sup>1</sup> Directeur de Recherche au Centre National de la Recherche Scientifique, Directeur de l'équipe Sociétés, Santé, Développement (C.N.R.S.), Université de Bordeaux 2, 146, Rue Léo-Saignat – 33076 – Bordeaux Cedex.

Partir d'une approche globale du changement pour analyser les effets d'un programme de développement se justifie dans la mesure où celui-ci se veut justement l'agent d'un «progrès» planifié. Lorsqu'il s'applique à une société rurale précapitaliste, il se pense le plus souvent comme l'intervention extérieure indispensable pour mettre en mouvement des structures «traditionnelles» considérées comme statiques par nature. La problématique du changement est posée, dans ce contexte, en termes de réactions et de résistances à des innovations apportées du dehors. La nécessaire démystification de cette représentation tronquée de la réalité passe par l'identification des différentes logiques qui sont à l'oeuvre dans le puissant et complexe mouvement de transformation où l'opération de développement prend place. Mouvement qui trouve en dehors d'elle son origine; dont elle devient temporairement l'instrument; et qui prolonge bien au-delà d'elle ses effets. L'analyse d'un cas concret, celui de la région de Maradi au Niger et du Programme qui y a été

conduit de 1976 à 1988, permet d'illustrer cette démarche d'analyse et de montrer sa pertinence comme méthode d'approche interdisciplinaire.

### *I - Approche globale du changement*

S'il est des sociétés rurales pour lesquelles l'urgence d'actions de «développement» semble s'imposer sans conteste, ce sont bien celles d'Afrique sahélo-soudanienne. Depuis plus de vingt ans – à la suite de la dramatique disette de 1973 – elles font l'objet d'une mobilisation sans précédent de l'aide financière, des secours humanitaires et de l'assistance technique.

C'est une crise profonde et durable des conditions de reproduction matérielle des sociétés rurales qui s'y déroule avec la force de l'évidence: trouvant dans la «désertification» sa manifestation la plus spectaculaire, celle qui s'adresse le plus puissamment à l'imaginaire du public et que les

\* Article initialement publié dans: *Genève Afrique*, Vol. XXVII, N° 2, 1989; version anglaise: Stockholm Environment Institute, 1991. Republié de *Cadernos de Desenvolvimento e Meio Ambiente*, n. 1, 1994, p. 81-129.

media exploitent. Seule une intervention extérieure massive a semblé à la mesure d'une telle situation. Les «opérations de développement» ont donc fleuri, tandis que prenaient naissance des organes de réflexion et de coordination tels que le *C.I.L.S.S. (Comité Inter-Etats de Lutte contre la Sécheresse au Sahel)* et le *Club du Sahel*. Depuis les grands organismes de financement nationaux et internationaux jusqu'aux plus modestes *Organisations Non-Gouvernementales*, les efforts se sont multipliés pour lutter contre ce qui était identifié avant tout comme une perturbation écologique: conjonction d'une phase d'aridité exceptionnelle et d'une croissance démographique extrêmement rapide. Creusements de puits, construction de périmètres irrigués, programmes d'amélioration de l'agriculture pluviale, reconstitution de cheptels, reboisement, amélioration de l'utilisation du combustible: autant d'actions entreprises un peu partout – à des échelles que variaient selon les moyens des intervenants – et dont l'on attendait une restauration de l'équilibre des systèmes de production paysans. Aujourd'hui, l'heure du bilan a sonné car beaucoup de ces opérations arrivent à leur terme. Or, c'est le désenchantement qui règne le plus souvent. Une conférence internationale a été organisée à Oslo en 1986 par la Banque Mondiale autour du thème du contrôle de la désertification dans la zone sahélo-soudanienne de l'Afrique de l'Ouest. Elle regroupait des représentants de nombreux bailleurs de fonds comme de la plupart des pays sahéliens. Elle a abouti, si ce n'est à une constat d'échec total, du moins à la conclusion qu'un grand nombre d'opérations de développement n'avaient pas pu réussir – quelle que soit par ailleurs leur validité sur un plan strictement technique ou économique – faute d'être prises en charge par les communautés locales elles mêmes. Un nouveau mot d'ordre est en train de s'imposer dans le milieu des «experts» internationaux: la nécessité de s'appuyer

sur une *participation paysanne*. Quelles que soient les limites de cette nouvelle approche – qui se réduit souvent à la quête de recettes en vue de *mobiliser les populations* (et l'on retombe là sur une démarche qui, elle, n'a rien de neuf) elle a au moins le mérite de traduire une prise de conscience: celle de l'existence, au sein des sociétés locales, d'une dynamique interne que l'on ne saurait soumettre entièrement aux impératifs d'une rationalité extérieure – sauf à l'asservir par l'emploi de moyens coercitifs.

Dès 1973, des voix s'étaient élevées pour déclarer que la crise sahélienne ne saurait être réduite à ses aspects strictement techniques ou écologiques mais qu'elle était l'expression d'un bouleversement des bases économiques et sociales sur lesquelles fonctionnent et se reproduisent les communautés rurales sahélo-soudaniennes, ce bouleversement étant, lui-même, la conséquence de la domination politique-économique exercée par les puissances coloniales et néocoloniales<sup>1</sup>. En dépit de sa pertinence générale, cette lecture des faits a conduit à des excès dont un ouvrage comme *Seeds of famine* a offert, il y a quelques années, une illustration exemplaire (Franke et Chasin, 1981). Le premier excès dans lequel tombe ce courant d'analyse est une sous-estimation des contraintes objectives subies par les systèmes productifs – fragilité de l'environnement physique et naturel sahélo-soudanien; réalité et sévérité d'une crise climatique qu'atteste désormais la répétition de déficits pluviométriques affectant des pans entiers du continent africain<sup>2</sup>; poids de la croissance démographique dont les conséquences locales sur les systèmes de production ne peuvent être éludées, même si l'on n'ignore pas que les racines du phénomène sont sociales et historiques. Mais la critique la plus radicale que l'on peut adresser à une interprétation exclusive de la crise sahélienne en termes de domination réside toutefois ailleurs: dans l'ignorance dont elle fait preuve vis-

à-vis d'un aspect fondamental de l'évolution des sociétés locales, c'est-à-dire leur capacité à se saisir des interventions extérieures pour en nourrir leur dynamique interne et les interpréter suivant leurs modes spécifiques de transformation<sup>3</sup>. Que ce soit sur le plan technique ou celui des rapports sociaux, ces sociétés ne sont nullement les jouets passifs de forces externes. Elles participent aussi – bien que, souvent, de façon inintentionnelle – à leur propre changement; elles sont des agents de leur histoire.

Quels que soient les présupposés sur lesquelles elles reposent – naturalistes, écologiques ou socio-politiques – les simplifications ont fait leur temps. Ce qui s'impose désormais à qui veut tenter de comprendre les processus de transformation à l'œuvre dans les sociétés sahélo-soudaniennes – et plus largement dans toute société rurale en transition<sup>4</sup> – c'est la nécessité de travailler à partir d'un modèle d'analyse complexe qui rejette les interprétations linéaires ou univoques et qui permette de décrire la façon dont les contraintes naturelles, les pressions du marché, les pratiques techniques, les rapports sociaux et symboliques s'intègrent en un système global d'interactions. C'est à un modèle de représentation *holistique* du changement qu'il faut tendre, mais en dépassant le constat d'une interactivité généralisée car reconnaître que «tout se tient» ne conduit pas bien loin. Il faut donc ordonner la complexité, c'est-à-dire délimiter les *champs* selon lesquels s'articulent les interactions et distinguer – si ce n'est hiérarchiser – les niveaux de réalité auxquels ceux-ci se situent. L'esquisse d'un tel modèle est possible sur la base de quelques principes majeurs.

### ***Dimensions idéale et objective***

Ce modèle doit exprimer, tout d'abord, un constat essentiel: à savoir que *toute pratique*

*humaine combine une dimension idéale et une dimension objective*<sup>5</sup>. On dira, pour simplifier, qu'une pratique n'a pas seulement une valeur instrumentale, mais qu'elle exprime aussi la mise en œuvre d'une image, d'une représentation du réel. Les enchaînements qui déterminent historiquement les transformations d'un système social ne relèvent donc que partiellement de causalités matérielles. Ils font intervenir aussi un rapport symbolique aux choses et aux personnes; ils sont soumis au jeu de l'imaginaire; sont tributaires de l'exercice d'un savoir. Autant d'éléments constitutifs d'une culture. Pour l'homme, une chose compte autant parce qu'elle est «bonne à penser» que parce qu'elle est «bonne à manger»; il y a longtemps déjà que Lévi-Strauss a résumé dans cette formule lapidaire la dimension fondamentalement duelle de toute pratique humaine. Formule qui conserve sa pertinence même face à des bouleversements radicaux des bases matérielles de fonctionnement d'une société – comme c'est le cas aujourd'hui dans les agro-systèmes de la zone sahélo-soudanienne, où la crise semble pour une large part être imputable au déséquilibre physique entre ressources et besoins<sup>6</sup>. Même là, en effet, ce sont des normes et des stratégies sociales qui commandent les modalités de contrôle et d'exploitation des ressources naturelles, qui orientent la manifestation des besoins. Ainsi, dans un contexte naturel identique, celui du Sahel, l'élevage revêt-il des formes très différentes – avec, sur le milieu, des conséquences bien distinctes – selon qu'il est pratiqué par des éleveurs nomades ou par des agriculteurs sédentaires; c'est-à-dire selon le rôle social qui lui est attribué, selon les valeurs qui lui sont attachées.

Comment qualifier le rapport qu'entretiennent les élaborations idéelles et les réalités objectives au sein d'une dynamique globale du changement? Posant cette question, il est clair que nous nous

situons en dehors d'une approche macro-historique qui s'interroge sur la genèse des *modes de production* et qui, par là même, donne aux déterminations matérielles le primat sur les superstructures sociales. Sans rentrer dans un débat sur les nuances que réclame cette lecture de l'histoire (l'idéal étant déjà constitutif des forces productives, comme l'a bien montré Godelier) nous observerons simplement que la notion de *détermination en dernière instance par l'économique*, surtout quand elle est appliquée sous la forme d'un matérialisme mécanique, n'est que peu de secours pour décrire et comprendre les changements qui s'opèrent dans le moyen terme au sein d'une société inscrite dans le temps et l'espace. L'histoire contemporaine des sociétés rurales du Tiers-Monde fournit au contraire de multiples témoignages du fait que les transformations des pratiques techniques ou économiques sont souvent tributaires d'une modification des modes de pensée, du savoir et d'une réorganisation des rapports sociaux. Mais il est aussi vrai, inversement, que l'adoption de techniques ou d'instruments nouveaux peut constituer, à son tour, le point de départ de transformations sociales et culturelles profondes<sup>7</sup>. A cette échelle de temps – les quelques dizaines d'années sur lesquelles on peut envisager d'avoir prise – ce que l'on perçoit, ce sont des phénomènes d'interdépendance et d'ajustement réciproque entre les éléments objectifs et les éléments immatériels qui interviennent dans le fonctionnement d'un système social. Le concept clef n'est plus alors celui de *détermination* mais devient celui de la *compatibilité* qui doit exister entre des pratiques matérielles et le cadre conceptuel et relationnel qui permet de les penser et de les mettre en œuvre. Cette notion implique l'existence d'une marge d'indétermination qui laisse place à l'irruption d'éléments nouveaux. Des décalages peuvent exister à un moment donné entre des idées nouvelles et des pratiques anciennes

ou, au contraire, entre des systèmes de représentations et de normes hérités du passé et contraintes matérielles jamais éprouvées<sup>8</sup>. Ces décalages créent une situation de tension et, éventuellement, de crise d'où peut – mais pas nécessairement ou pas totalement – émerger un équilibre nouveau. L'observation des modalités concrètes et spécifiques selon lesquelles, dans une situation donnée, s'écartent puis s'articulent et s'ajustent ces deux dimensions de la réalité doit donc être au cœur de toute démarche d'analyse holistique du changement. Le modèle d'analyse utilisé doit rendre compte de cette dualité; de même qu'il doit exprimer le fait qu'au sein d'une culture les représentations s'ordonnent en système dont la cohérence dépasse les domaines de pratique spécifiques où elles s'exercent<sup>9</sup>.

### *Le concept de reproduction et ses logiques*

L'étude du changement, dans la mesure où elle s'attache à rendre compte, dans sa complexité, de la dynamique interne d'un système social et de ses assises matérielles, est nécessairement confrontée au concept de *reproduction*. Pour que celui-ci devienne l'élément central d'un modèle d'analyse dynamique, deux conditions sont nécessaires.

La première est que la notion de reproduction ne soit pas assimilée à celle de répétition invariante mais soit envisagée comme le processus dynamique de perpétuation d'une entité collective. Perpétuation qui ne peut, le plus souvent, se réaliser qu'au prix de transformations et d'adaptations<sup>10</sup>.

La seconde est que le mouvement général par lequel se reproduit un système social – manifestation de l'activité de lutte contre l'entropie qui caractérise tout système vivant<sup>11</sup> – soit envisagé dans sa diversité et sa complexité et donc soumis à une lecture qui en distingue les champs d'application.

Cette démarche permet de dépasser le constat que «tout se tient» au sein d'un réseau d'interactions généralisées, d'isoler des *champs de cohérence* qui seront analysés en eux – mêmes puis décrits dans leurs articulations réciproques.

Ce sont autant de *logiques* spécifiques se définissant chacune en fonction d'un «projet», d'une téléonomie<sup>12</sup> qui correspond à un aspect particulier du processus global de reproduction.

**La reproduction sociale:** c'est-à-dire le champ où s'ordonnent les rapports sociaux, s'organisent les institutions, s'affrontent les stratégies particulières. Ainsi, un système de parenté ou un système politique possèdent-ils leurs principes structurels intrinsèques et font-ils preuve de propriétés organisationnelles spécifiques – sources de pesanteur historique. Ils recèlent aussi leurs contradictions internes: lignes de fractures qui préfigurent et parfois génèrent leur transformation. Il n'est pas possible d'analyser le changement sans prendre en compte ces logiques sociales, sans identifier les acteurs qui les accomplissent, sans analyser les stratégies à travers lesquels ceux-ci interviennent dans le système social<sup>13</sup>.

**La reproduction matérielle:** c'est le champ où se combinent les phénomènes concourant à produire les bases matérielles du système social. Ici, l'articulation entre les conditions du milieu, les procédures techniques appliquées pour les exploiter, les représentations sociales qui sous-tendent ces techniques et les formes d'organisation qui permettent leur application constituent un tout cohérent – une logique d'ensemble – qui réclame d'être analysé en tant que tel<sup>14</sup>.

**La reproduction démographique:** elle correspond au domaine où s'articulent les phénomènes à travers lesquels une population se perpétue comme entité démographique: en se donnant une progéniture, en protégeant l'intégrité physique de ses membres, en régulant ses effectifs par des mou-

vements d'entrée et de sortie. On se trouve ici au point de rencontre entre les conditions du milieu, les mécanismes biologiques propres au corps humain, les pratiques sociales touchant la santé, la fécondité, les migrations<sup>15</sup>.

Chacune de ces logiques doit être analysée pour elle-même, dans sa cohérence interne, qui allie une part objective et une part idéelle, aussi bien que dans les contradictions qu'elle recèle. Mais aucune ne peut être considérée de façon isolée car elles sont inséparables les unes des autres et toutes contribuent à la reproduction globale de la société. En fait, l'emploi du terme de *logiques* et non pas celui de *systèmes* marque que l'on ne vise pas ici une classification des faits eux-mêmes dans des catégories exclusives les unes des autres, mais que l'on poursuit l'identification de différents *angles de lecture* d'une même réalité, de champs d'articulations qui se superposent mais dont chacun est ordonné, en fonction des nécessités qui lui sont propres, selon une finalité spécifique. Sur le plan de l'observation, cela signifie que *le même objet peut être soumis à différentes lectures*. Ainsi, par exemple, la force de travail qui s'exerce au sein d'un groupe social et contribue à son fonctionnement pourra être analysée, d'un point de vue technique, sous l'angle de son intégration au sein d'une chaîne opératoire donnée (un système de culture, un itinéraire technique). Elle sera envisagée à la lumière des rapports sociaux de coopération, de domination, de dépendance, d'échange auxquels elle se prête. Elle sera, enfin, décrite comme le produit de processus biologiques mettant en jeu des pratiques de gestion du corps et de la santé et, à plus long terme, des stratégies démographiques. Autant de logiques susceptibles d'être tour à tour complémentaires, concurrentes ou, même, contradictoires.

On notera que nous ne distinguons pas, contrairement à ce qui se fait souvent, une sphère de la

reproduction économique: l'économie, au sens large, ne correspond à aucun «projet» spécifique. Elle ne représente qu'une des modalités matérielles à travers lesquelles les différentes logiques de reproduction se concrétisent. C'est seulement dans un cas particulier que l'économie s'autonomise et secrète ses propres finalités: celui de l'économie marchande<sup>16</sup>.

### *Logiques extrinsèques*

Les trois logiques évoquées ci-dessus sont constitutives de tout système social, indépendamment de sa forme d'organisation et des bases matérielles sur lesquelles il se reproduit. Le mouvement du changement peut-il trouver sa source dans le seul jeu de leurs contradictions mutuelles? C'est une question fondamentale à laquelle nous ne saurions répondre ici dans sa dimension universelle. En revanche, ce que met en lumière l'exemple des sociétés rurales du Tiers-Monde – et celles d'Afrique sahélo-soudanienne en particulier – c'est la part que peut prendre le rôle de logiques extrinsèques dans le déclenchement des processus de changement. C'est ici qu'interviennent, notamment, les différentes formes de domination qui se sont mises en place dans le cadre colonial et qui se sont poursuivies, après les indépendances, à l'occasion du mouvement de formation des structures étatiques. Quel que soit le poids des phénomènes politiques et des stratégies de pouvoir qui s'exerce à l'échelle nationale et internationale, la logique du *marché* est sans doute celle qui aura véhiculé les forces de changement les plus puissantes<sup>17</sup>. A travers l'introduction de la monnaie, la commercialisation de la production locale et la vente en retour de denrées industrielles, l'appel à de la main-d'œuvre salariée, les exigences de l'échange marchand ont investi les sociétés paysannes locales, introduisant des rapports

de domination ou de contradiction vis-à-vis des logiques qui y présidaient jusqu'alors à la production et à la circulation des biens matériels ainsi qu'à l'affectation de la force de travail<sup>18</sup>.

### *Pour un schéma d'analyse du changement*

Le schéma d'analyse proposé ci-après résume sous une forme graphique la combinaison de ces trois principes de construction. Il met en évidence l'articulation entre facteurs externes et dynamiques internes, montrant qu'il s'agit de deux plans complémentaires associés au sein d'un même système global. Il ordonne le mouvement général des interactions par lesquelles s'opère le changement en plusieurs champs logiques à la fois distincts par la téléonomie qui les fonde et étroitement solidaires les uns des autres. Enfin, il marque avec force la place centrale qu'occupent les productions idéelles, à la fois comme éléments constitutifs de chacune des logiques spécifiques mais aussi comme champ possédant sa propre cohérence, sa propre dynamique.

Aussi général que soit ce modèle, il peut avoir une utilisation pratique. Il peut, en particulier, servir à clarifier le problème des rapports qui s'établissent entre une intervention de développement et la société rurale à laquelle elle s'applique. Partir d'une approche globale du changement pour analyser les effets d'un programme de développement se justifie dans la mesure où celui-ci veut justement être l'agent d'un changement planifié et orienté dans le sens d'un «progrès». Bien plus, quand il s'applique à une société rurale précapitaliste, il se pense le plus souvent comme constituant l'intervention extérieure indispensable pour *mettre en mouvement* une structure «traditionnelle» considérée comme statique par nature – et donc portée à opposer tout le poids de son inertie à cette pression exogène. La

problématique du changement est posée, dans ce contexte, en termes de réactions, de résistance à des innovations apportées du dehors<sup>19</sup>. Les solutions sont recherchées dans le sens d'un dépassement des blocages, d'une pédagogie permettant d'entraîner la «participation des populations». Ce que nous voudrions défendre dans ce texte, c'est idée qu'une telle représentation de la réalité est inacceptable dans la mesure où elle se bâtit à partir d'une image artificiellement figée des sociétés rurales, où elle abstrait l'action de développement du puissant et complexe mouvement de transformation dans

lequel celle-ci prend place. Mouvement qui trouve en dehors d'elle son origine, dont elle devient temporairement l'instrument et qui prolonge bien au-delà d'elle ses effets. Réduire l'analyse d'une action de développement à un problème binaire d'action/réaction revient à masquer des questions beaucoup plus essentielles.

Les unes concernent la manière dont les interventions planifiées de l'extérieur s'articulent avec les dynamiques internes déjà à l'œuvre – c'est-à-dire, si l'on se réfère au modèle proposé ci-dessus, avec les mouvements d'ajustement auxquels sont soumises

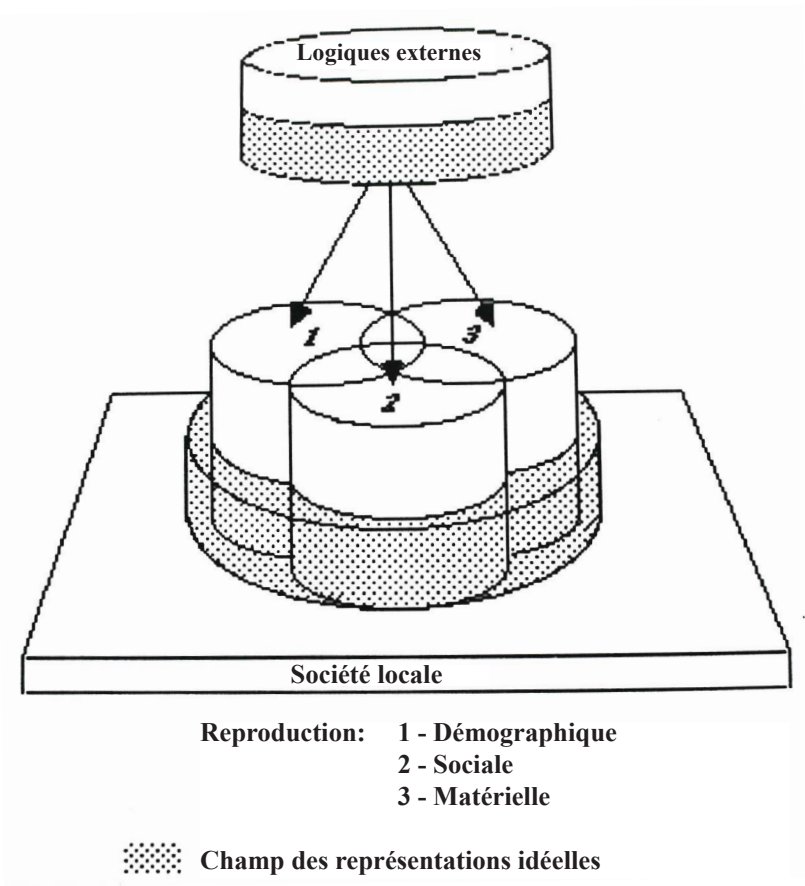


Figure 1 – Schéma global d'analyse du changement

les trois logiques fondamentales que nous avons distinguées. Le plus souvent, le champ privilégié sur lequel se concentre l'action de développement est celui de la reproduction matérielle et, plus spécifiquement, celui des activités de production primaires (agriculture, élevage). Ces activités connaissent généralement de fortes perturbations au moment où le programme est lancé – là se trouve d'ailleurs la justification de son financement. Dans ce cas, le problème n'est évidemment pas de vaincre une inertie, mais de contribuer à résoudre une crise technique, écologique et économique à laquelle la société locale est confrontée et s'efforce déjà, avec ses propres moyens, d'apporter une réponse. D'autre part, les différents domaines de la reproduction étant étroitement liés, on doit se demander dans quelle mesure l'intervention extérieure interfère avec les autres dimensions du changement. Se pose en particulier la question de l'appui ou au contraire de l'entrave qu'elle constitue pour les stratégies sociales internes aux communautés paysannes. Cela peut se traduire ainsi: quels intérêts sert-elle; à quels groupes ou quelles catégories ceux-ci correspondent-ils; quelles évolutions sociales s'en trouvent ainsi accélérées ou freinées? Il ne faut pas négliger non plus le domaine de la reproduction démographique, c'est-à-dire des phénomènes de croissance, de morbidité, des mouvements de population qui interviennent en amont et en aval de tout système de production<sup>20</sup>.

S'agissant de l'intervention de développement elle-même, l'erreur consisterait à l'abstraire de son contexte, à la considérer comme porteuse d'une pure rationalité technico-économique, à la poser comme neutre par rapport aux processus du changement social. Un minimum de recul temporel incite au contraire à voir en elle un moment particulier d'une longue histoire: celle des relations entre les communautés locales et la société globale. L'intervention menée, ici et maintenant, s'inscrit dans le cours de

logiques politiques et économiques à long terme dont elle constitue, en fin de compte, un instrument passager. Si les «experts» étrangers peuvent entretenir l'illusion de bâtir sur du neuf, les agents nationaux et les paysans partent d'une expérience qui resitue les initiatives présentes dans leur passé et qui donne à chaque acteur une certaine représentation des enjeux en présence. Il ne s'agit pas, ici, de porter un jugement de valeur sur cette situation mais d'identifier les questions qui sont pertinentes par rapport au problème global du changement. A cet égard, une interrogation sur les logiques – explicites et implicites – de l'opération de développement et sur la façon dont elles s'articulent avec des mouvements historiques plus larges paraît indispensable.

## II – Le cas de Maradi

Pour illustrer concrètement cette analyse très générale, nous allons prendre ici comme exemple la situation observée dans un cas géographique précis: celui des communautés paysannes haoussa de la région de Maradi au Niger. Les faits présentés ne constituent qu'un rappel très succinct des résultats obtenus au cours d'un programme de recherche interdisciplinaire – résultats que l'on trouvera ailleurs exposés de façon détaillée (Grégoire, 1980; Koechlin, 1980; Raynaud, 1975; Raynaud, 1980; Raynaud *et al.*, 1988; Stigliano, 1980). L'intérêt particulier de ce cas tient à ce qu'il apporte simultanément les éléments d'une analyse globale sur le fonctionnement des systèmes agro-pastoraux locaux et des données permettant d'évaluer les effets d'un projet de développement financé depuis 1976 par la Banque Mondiale<sup>21</sup>.

Reprenons le modèle de lecture des faits esquissé plus haut et sa distinction en logiques différentes.

## ***La reproduction matérielle et les logiques de la production agro-pastorale***

Pour rendre compte des problèmes auxquels sont confrontées les communautés paysannes de la région de Maradi et analyser les évolutions dans lesquelles elles se trouvent engagées, il faut tout d'abord s'efforcer de saisir les changements intervenus dans les principes du fonctionnement des systèmes de production agro-pastoraux. A cet égard on peut, de manière grossière, résumer l'histoire de ces dernières décennies en quelques traits marquants.

Avant de raisonner en termes de changement, il est nécessaire tout d'abord de faire leur juste place aux contraintes de l'environnement subtropical aride propre à cette région. Sans entrer dans une analyse détaillée, on dira que la caractéristique majeure des agro-systèmes locaux résidait dans leur capacité à maintenir un équilibre durable avec leur milieu physique et naturel en ne faisant intervenir que de manière très limitée des éléments puisés à l'extérieur de celui-ci. Dans le contexte écologique particulier de la zone, un certain nombre de conséquences majeures en découlaient.

Tout d'abord, une relation directe entre la productivité végétale et une pluviométrie aussi aléatoire que faible plaçait au premier plan des stratégies productives les objectifs de *sécurité*: le choix des variétés végétales, les pratiques culturelles, le mode de conduite des troupeaux ne visaient pas une maximisation des rendements par unité de surface ou par tête en cas de précipitations satisfaisantes, mais tendaient à assurer un minimum de production dans l'éventualité d'une sécheresse.

Ensuite, l'importance critique que revêt le maintien du potentiel de fertilité de sols généralement pauvres et fragiles fait que les ponctions exercées par les cultures doivent, plus que partout ail-

leurs, être compensées par des *restitutions* destinées à rétablir l'équilibre perturbé. Pour l'essentiel, celles-ci étaient tirées de l'écosystème environnant: par la mise en jachère ou la transhumance, par la fumure animale, par l'application de rotations et d'associations culturales.

De telles contraintes de fonctionnement imposaient, vis-à-vis du milieu, un mode d'exploitation léger, mobile, permettant aux mécanismes spontanés de régénération de l'écosystème de s'exercer. A quelques nuances locales près (Raynaut, 1984) cette double logique de minimisation de la pression sur l'espace et de réduction du risque dominait les pratiques techniques dans leurs modalités les plus concrètes. Aussi est-ce par rapport à elle que l'on peut interpréter la majeure partie des choix technologiques effectués alors par les agriculteurs (mobilité spatiale, faible densité des semis, outillage, associations culturales).

Nul déterminisme du milieu naturel dans tout cela toutefois, car d'autres options techniques sont *compatibles* avec le contexte écologique sahélo-soudanien. Elles sont même présentes, ici et là à Maradi, de façon marginale, notamment dans le cas de l'agriculture des populations peule ou bouzou, fondées sur une association soutenue avec l'élevage (Nicolas, 1962; Diarra, 1979). En dernière analyse, la cohérence spécifique de l'agriculture haoussa reposait sur une articulation entre des contraintes matérielles et des options sociales. Options qui mettaient beaucoup plus l'accent sur la *gestion de la force de travail* et la maximisation de sa productivité que sur la gestion de la terre et de ses ressources (Raynaut, 1984). Ce choix trouve son origine dans une autre logique – celle de la reproduction sociale – nous y reviendrons, mais il peut aussi être lu comme une des clés de fonctionnement de l'agro-système pris dans sa cohérence interne. Disons ici, pour faire bref, que se réalisait ainsi

une harmonie durable – même si elle n’était pas exempte d’à-coups et de crises – entre des pratiques techniques et des objectifs à caractère immatériel qui revenaient tous plus ou moins directement au souci d’*activer et de mobiliser des réseaux sociaux*. Une illustration du poids des stratégies sociales sur les pratiques techniques est fournie, à Maradi, par le comportement des agriculteurs les plus riches qui, pendant longtemps, ont préféré mobiliser une main-d’œuvre nombreuse plutôt que de mécaniser l’exploitation de leurs terres, afin d’entretenir la clientèle sur laquelle s’appuyait leur popularité.

Cette description n’est évidemment plus de saison et l’agriculture locale a subi, au cours des décennies écoulées, une évolution radicale qui traduit une crise du mode d’exploitation extensif de la terre. La manifestation la plus évidente de ce changement, on la trouve dans la transformation spectaculaire des conditions d’occupation de l’espace que l’on constate si l’on compare des photographies aériennes prises à plusieurs dizaines d’années d’intervalle (Stigliano, 1980). Ainsi observe-t-on, à l’échelle régionale, une saturation de la présence humaine dans les aires de sol dunaire favorables à une agriculture légère tandis que s’opère, à l’échelle villageoise, une réorganisation complète de la structure des terroirs, marquée par l’apparition de vastes secteurs de culture permanente et la disparition des champs de brousse (Raynaud, 1983). Cette pression élevée sur l’espace est, elle-même, le résultat d’un mouvement complexe où les effets de la croissance démographique se combinent avec les contraintes créées par une insertion dans l’économie de marché (Raynaud, 1988). Retenons ici qu’à travers ces changements physiographiques, c’est un bouleversement de la logique interne des agro-systèmes qui transparaît, caractérisé essentiellement par une modification du statut de la terre: en même temps que son usage se stabilise apparaît la nécessité d’en assurer une ges-

tion raisonnée (en particulier à travers un entretien délibéré de sa fertilité). Cette mutation s’accompagne d’une crise grave, accentuée par une série de chocs climatiques successifs et qui se traduit par un épuisement des sols, une baisse de la productivité agricole et une insécurité alimentaire chronique. De toute évidence, le système de production local a atteint un *seuil agrotechnique*<sup>22</sup>, au-delà duquel il ne peut plus conserver les mêmes principes de fonctionnement.

Deux exigences majeures s’imposent désormais à lui: donner la priorité à la gestion de la terre et des ressources qu’elle porte et faire un appel régulier à des éléments extérieurs à l’écosystème local afin de recréer les conditions d’une exploitation durable de l’environnement naturel.

Face à ce défi, les agriculteurs sont loin de demeurer passifs. En particulier, ils mettent au point et expérimentent de nouvelles pratiques techniques: stockage massif des tiges de mil en vue de l’alimentation du bétail (les jachères fourragères ayant pratiquement disparu); production de fumier; protection systématique de certains arbres (on assiste notamment à un recrû spectaculaire du parc arboré villageois); diversification des espèces et des variétés cultivées; emprunts d’outils nouveaux dans des aires ethniques voisines (Raynaud, 1984); acquisition d’intrants modernes. Ce sont de nouveaux modes d’articulation des facteurs de production qui se mettent en place et dont l’analyse réclame des observations techniques fines (Le Gal, 1984).

Conjointement à l’évolution des pratiques agricoles, c’est l’ensemble des relations immatérielles en fonction desquelles est pensée la nature qui se recompose. L’exemple le plus frappant en est apparition d’une *appropriation privative*, non seulement de la terre, mais aussi de la végétation spontanée qu’elle porte. Plus largement, c’est toute l’attitude vis-à-vis des activités agricoles qui se modifie. La

fierté du défricheur abattant la brousse sans répit et mobilisant les bras de sa parentèle pour la mettre en culture fait place désormais à celle du paysan qui, année après année, cultive les mêmes champs, et s'efforce d'en tirer durablement les meilleurs fruits par une gestion appropriée – y compris, lorsque cela lui est possible, en y incorporant des éléments acquis sur le marché (engrais, produits phytosanitaires, semences sélectionnées...). Au bout du compte, ce sont les finalités sociales de l'agriculture qui se transforment, glissant progressivement de la gestion des hommes vers le contrôle des choses.

On conçoit aisément que c'est par rapport à ce bouleversement radical de la logique du système de production agro-pastoral qu'il faut envisager l'impact d'un programme de développement rural. A Maradi, deux constatations principales retiendront notre attention.

La première est qu'ici l'intervention extérieure ne peut aucunement être considérée comme ayant eu un rôle *moteur* dans l'évolution qui vient d'être décrite. Le succès des thèmes techniques vulgarisés en matière d'intensification culturale (mécanisation, fumure minérale, produits phytosanitaires) dépend au contraire très étroitement du niveau de contradiction atteint par le système de production paysan. Cela se vérifie historiquement: en dépit d'efforts de vulgarisation anciens (voir plus loin) la diffusion de ces thèmes est restée pratiquement sans effet tant que l'espace a pu être utilisé sans parcimonie et que les modes anciens de mobilisation de la force de travail (coopération, allégeance politique, dépendance familiale) ont conservé leur vigueur – c'est-à-dire jusqu'au milieu des années soixante. Cela se confirme par la comparaison spatiale car, aujourd'hui encore, les différences observées d'un village à l'autre quant à l'utilisation de ces techniques renvoient, pour une large part, aux problèmes spécifiques que

l'on y rencontre: niveau de disponibilité en terres, nature des sols, évolution de la fertilité (Raynaut *et al.*, 1988). Enfin, à Maradi comme ailleurs, une observation fine des pratiques culturelles montre que, lorsqu'elles sont adoptées, les techniques nouvelles sont réinterprétées par les agriculteurs en fonction de leurs objectifs propres – différents de ceux des ingénieurs agronomes – et que, loin d'introduire un bouleversement radical, elles s'insèrent dans une dynamique préexistante. Ainsi les engrais sont-ils épandus sur des secteurs spécifiques du terroir (ceux où les techniques locales de fertilisation ne sont pas applicables); contre toutes les recommandations des agents de vulgarisation, l'association d'espèces différentes sur une même parcelle continue à être pratiquée, même lorsque sont utilisées des variétés végétales sélectionnées par la recherche.

La seconde constatation vient nuancer la première, dans la mesure où elle montre que l'intervention de développement, si elle n'est pas déterminante, est néanmoins susceptible d'influencer de façon significative les évolutions en cours en les orientant, les accélérant ou les freinant. Une carte de la diffusion des facteurs de production modernes dans le département de Maradi, ci-dessous, montre bien l'effet de rayonnement qui se manifeste autour du chef-lieu, où sont implantés les services centraux du Projet de développement de Maradi et d'où partent depuis plusieurs décennies toutes les initiatives en matière de développement rural.

L'action de développement n'est pas restée sans résultats; son impact n'en reflète pas moins le mode de fonctionnement de la structure chargée de la mettre en œuvre : en particulier sa dépendance vis-à-vis d'une bureaucratie urbaine qui mesure souvent l'intensité de ses efforts en fonction inverse de la longueur des déplacements qu'elle doit effectuer. Mais la vulgarisation technique n'a

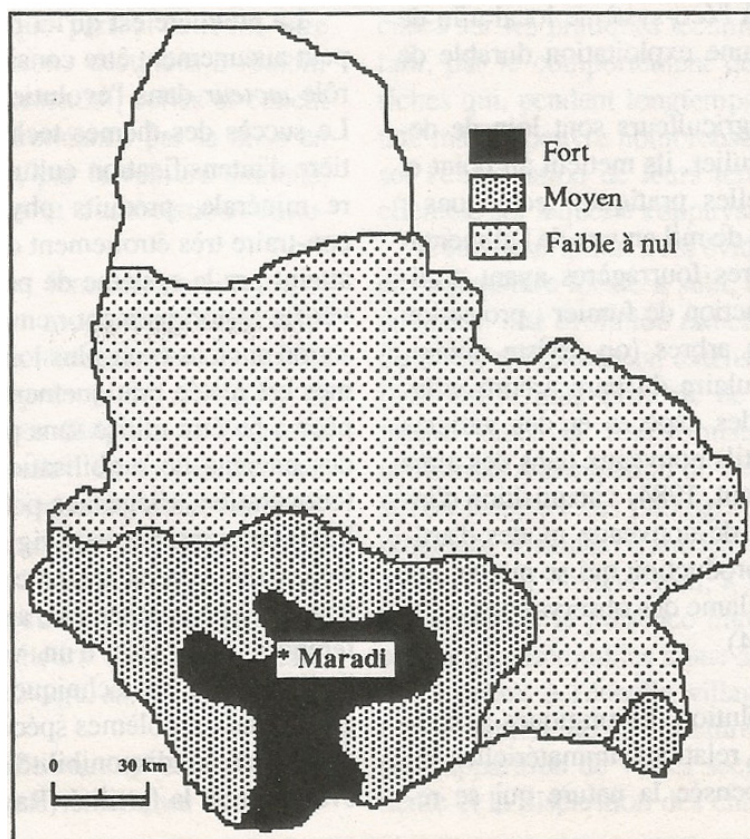


Figure 2 – Niveau de diffusion des intrants (culture attelée et engrais).

pas qu'une dimension quantitative; il ne faut pas sous-estimer les conséquences considérables que les options techniques retenues par un programme de développement peuvent avoir sur la possibilité des communautés locales à trouver réponse à leurs problèmes spécifiques. Ainsi, à Maradi, parmi les villages touchés par une grave pénurie foncière, le degré de mécanisation dépend-il pour une large part du type de matériel proposé: selon qu'il s'agit d'un outillage lourd à traction bovine – rentabilisable uniquement sur des superficies étendues et donc inadapté à une situation où la terre fait défaut ou, au contraire, d'un outillage léger à traction asine

qui répond bien aux besoins des exploitations de petite taille.

Cet exemple rappelle que les choix techniques effectués dans le cadre d'un programme de développement – à partir de critères de rentabilité et d'efficacité souvent bien différents de ceux des agriculteurs – sont susceptibles de bloquer la dynamique potentielle d'évolution des pratiques agricoles paysannes.

En fin de compte, le cas de Maradi brièvement analysé ici montre que les changements techniques que connaissent les communautés paysannes locales procèdent d'une mutation de leur système de pro-

duction. Cette évolution exprime à la fois le poids de contraintes externes se déployant sur la longue durée – contraintes naturelles, démographiques, économiques – et les mouvements internes d’ajustement que celles-ci suscitent ou favorisent. C’est dans la dynamique puissante de ces transformations que s’inscrit l’opération de développement. Si elle peut dans une certaine mesure en infléchir le cours (pour le freiner ou l’accélérer), elle n’en constitue aucunement le moteur. Comme nous le disions plus haut, le problème n’est nullement celui des réactions qu’opposerait la société paysanne haoussa à des innovations venues de l’extérieur mais, au contraire, celui de la capacité dont fait preuve l’opération de développement à intervenir de façon adéquate dans le déroulement d’une crise. On doit constater, à cet égard, que la conception initiale du Projet de Maradi était en complet décalage par rapport à la réalité des problèmes qui se posaient au milieu des années soixante-dix. Alors que les préoccupations fondamentales des agriculteurs étaient celles d’une pénurie croissante d’espace, d’une insécurité aggravée par la péjoration des conditions climatiques et d’une baisse des revenus agricoles, le programme de vulgarisation faisait son objectif central de l’augmentation de la *productivité agricole* par le recours à des intrants coûteux. Par ailleurs, tandis que s’imposait, vis-à-vis de ressources naturelles menacées, la nécessité d’une gestion commune associant leurs différents utilisateurs – villageois devenus concurrents pour l’accès aux terres de culture; agriculteurs, éleveurs et bûcherons convoitant les dernières réserves de brousse – toute dimension de planification était exclue. La vulgarisation s’exerçait uniquement au niveau individuel, à travers des jeunes gens que l’on n’hésitait pas à couper de leur collectivité de base pour les entraîner dans des centres de formation afin de leur apprendre à gérer «rationnellement» une exploitation. On ne se

préoccupait ni de la position sociale de ces paysans vulgarisateurs dans leur communauté d’origine, ni des contradictions que l’application de certains des conseils qu’on leur prodiguait pouvait susciter à l’encontre d’intérêts collectifs (notamment en ce qui concerne les superficies nécessaires pour rentabiliser le matériel attelé), ni des solutions que les agriculteurs s’efforcent de trouver par eux-mêmes. A ces différents points de vue, le programme d’action du Projet de Maradi passait, dès le départ, à côté des problèmes les plus cruciaux qu’il aurait dû aider à résoudre. Nous verrons plus loin qu’il en a été ainsi non pas faute d’un diagnostic préalable correct, mais par un effet pervers de la logique institutionnelle à laquelle obéissaient ses concepteurs: bailleurs de fonds, pouvoirs publics.

### *La logique de la reproduction démographique*

Les faits évoqués jusqu’ici suggèrent déjà, par eux-mêmes, que l’analyse du changement ne peut être épuisée en se cantonnant dans le seul champ de la reproduction matérielle. Ainsi est-il impossible d’évacuer de l’explication de la crise agraire qui a été décrite l’influence exercée par la croissance démographique. Calculé sur vingt ans, le rythme moyen annuel d’augmentation des superficies cultivées dans le département de Maradi est de 3%, comme la population (Stigliano, 1980). Certes, la saturation actuelle de l’espace agricole ne s’explique pas exclusivement par l’augmentation de population: elle est aussi fonction de la croissance de la demande de denrées agricoles induite par l’extension des cultures commerciales et par les ponctions économiques exercées sur le monde rural (Raynaud, 1975). Toutefois, le doublement en 25 ans de la population agricole de la région a, de toute

évidence, exercé une pression majeure sur le foncier et, par voie de conséquence, sur le fonctionnement des agro-systèmes. Cela ne signifie pas que le lien entre augmentation de la population et évolution des conditions d'exploitation de l'espace soit aussi mécanique qu'on le suggère parfois. Il n'y a pas de seuil absolu de charge humaine ou animale et les effets de la demande seront différents selon les logiques internes des agro-systèmes sur lesquels elle s'exerce. Ainsi, la pénurie croissante d'espace s'est-elle accompagnée à Maradi, chez certaines catégories d'agriculteurs, non pas d'un repli vers des pratiques intensives comme certaines hypothèses le laissaient prévoir (Raulin, 1967), mais au contraire d'une fuite en avant vers l'extensif (Raynaut *et al.*, 1988).

Constater la croissance démographique et reconnaître ses liens complexes avec l'évolution des conditions matérielles d'exploitation de l'environnement est une chose. Encore faudrait-il pouvoir analyser la logique interne du phénomène. En réalité, peu d'éléments objectifs sont disponibles dans ce domaine de recherche. Tout au plus peut-on dire que les phénomènes démographiques se situent à la rencontre du biologique et du social. Se trouve notamment en jeu tout le champ de la santé et de l'exercice des fonctions reproductrices (de la gestation et de la production des corps). L'analyse doit en être conduite simultanément en termes biomédicaux et en termes de pratiques sociales – avec ce que celles-ci comportent de représentations idéelles, de savoir collectif, d'objectifs sociaux. Au-delà de quelques lieux communs comme ceux que l'on peut émettre concernant les liens entre pratiques natalistes et stratégies de recherche de la sécurité, ce champ d'investigation demeure très largement en friche. Pour être abordé de façon rigoureuse, il requiert la collaboration entre les sciences humaines – dont la démographie – et les disciplines biomé-

dicales. Des études interdisciplinaires conduites à Maradi en milieu urbain ont montré combien ce type de collaboration pouvait être fructueux et bousculer de fausses évidences. C'est notamment le cas pour celles que l'on est tenté d'établir de façon mécanique entre les conditions de vie matérielle d'une population et son état de santé (Raynaut, 1986). On a pu montrer, en effet, que les rapports sociaux notamment ceux qui s'ordonnent en réseaux de solidarité) et les représentations collectives (dans la mesure où elles s'expriment dans des pratiques concrètes) exerçaient une influence déterminante sur l'état de santé des enfants – et donc sur les conditions de reproduction biologique des groupes dont ils constituent la progéniture.

Morbidité et mortalité s'inscrivent dans une logique qui est loin d'être exclusivement médicale. Que les phénomènes touchant la santé soient inséparables – à la fois comme causes et comme effets – de l'ensemble de la vie sociale et matérielle d'un groupe, on peut en trouver de multiples évidences. Il suffit de penser à l'impact de la maladie sur le fonctionnement de systèmes culturels qui reposent presque exclusivement sur l'exercice brut de la force de travail: un handicap physique, une indisponibilité à une période cruciale de la saison agricole et c'est l'ensemble de la production annuelle qui est compromise. Meillassoux insiste à juste titre sur le rôle joué par la taille démographique de la cellule domestique de production comme facteur de sécurité contre les aléas de la morbidité (1982:69). Il faudrait en fait élargir l'approche et prendre en considération les structures de coopération qui unissent les cellules entre elles et se mobilisent en cas d'accident. Il n'en demeure pas moins qu'à Maradi le morcellement actuel des structures familiales et l'affaiblissement des solidarités collectives *rendent de plus en plus crucial le maintien de la santé* – seul garant de l'intégrité de la force de travail disponible.

Il n'est pas étonnant, dans ces conditions, que la demande de soins soit celle qu'expriment avec le plus de constance et le plus de force les populations rurales. Protéger les vivants, s'assurer la fécondité des femmes sont autant de moyens qui permettent de multiplier les bras, objectif qui, depuis des siècles, est au cœur de la stratégie de survie des communautés paysannes.

Même si aujourd'hui, comme nous venons de le voir, il devient plus important de contrôler la terre et de posséder des outils que d'accumuler de la force de travail manuelle, celle-ci demeure le pivot de l'agriculture locale. Par ailleurs, une progéniture nombreuse reste le plus sûr garant d'une vieillesse paisible car les modes de gestion du capital humain se diversifient et le départ de certains membres de la cellule domestique hors du village permet souvent à celle-ci d'élargir la base de ses ressources: combien de familles vivent désormais grâce aux échanges qui se nouent entre ceux qui sont partis en ville et ceux qui sont demeurés à la campagne.

La fécondité et la prolificité d'une famille faisant l'objet d'une forte valorisation sociale, on peut être tenté de faire de ces valeurs collectives l'expression idéologique de stratégies matérielles tournées vers la recherche de la sécurité. Ce serait perdre de vue qu'elles s'enracinent aussi dans une vision globale de l'univers et des forces qui l'animent: le nombre d'enfants témoigne de «l'énergie vitale», de la «force» d'une personne (au même titre que l'abondance de ses récoltes). A ce titre, ces normes sociales puisent en elles-mêmes leur propre justification et continuent à inspirer les comportements individuels, même lorsqu'elles sont difficilement compatibles avec l'apparition de contraintes nouvelles – ici, l'augmentation très rapide de la population, la raréfaction de l'espace et l'ensemble des conséquences qui en découlent. Certes, l'effritement de la société lignagère et du

système de représentation religieux qui la sous-tendait, ainsi que l'émergence d'une nouvelle vision de la place de l'individu dans la société et dans le monde (voir plus loin) favorisent l'évolution des attitudes touchant la fécondité dans un sens qui tient davantage compte des nécessités matérielles. Mais ce ne peut être que le fruit d'un long processus d'ajustement<sup>23</sup>.

Si l'évolution démographique des communautés paysannes de Maradi exprime leurs stratégies internes, elle traduit aussi l'impact des actions sanitaires conduites de l'extérieur. Au Niger, comme ailleurs en Afrique de l'Ouest, des campagnes de grande ampleur ont été entreprises depuis les débuts de l'ère coloniale et elles ont permis de lutter efficacement contre un certain nombre de grandes endémies, conduisant notamment à l'éradication de la variole. L'accélération de la croissance démographique doit être imputée pour une bonne part à leurs effets positifs sur la mortalité – spécialement infantile. D'énormes progrès restent cependant à faire dans le domaine sanitaire, comme le montrent les disparités d'infrastructure existant entre la ville et les zones rurales (Raynaud, 1987a) aussi bien que les indicateurs de fréquentation et d'état de santé (Frère *et al.*, 1987; Lebras *et al.*, 1986). Malnutrition infantile, diarrhée, paludisme continuent à décimer les populations rurales. Plus d'un quart des enfants nés vivants meurent avant l'âge de 5 ans. En dépit de cela, du fait des taux de natalité élevés<sup>24</sup>, le rythme de croissance actuel de la population excède les capacités de réponse du système de production agricole (en termes de production comme d'équilibre avec l'environnement). Si l'on considère la reproduction démographique des sociétés locales dans sa logique interne, on voit qu'elle dépend de l'articulation étroite de trois paramètres: la morbidité et la mortalité humaines; le fonctionnement des agro-systèmes; les stratégies natalistes des cellules

domestiques. Il n'est pas possible d'envisager l'un sans prendre en compte les deux autres.

Sur ce plan plus qu'ailleurs peut-être, un Projet de développement comme celui de Maradi prend place dans un mouvement général qui le dépasse très largement, tant par son ampleur que par la durée dans laquelle il s'inscrit. A vrai dire, ici comme ailleurs, les liens entre la production agricole et la reproduction démographique ne sont pas pris en considération. Tout au plus, les contraintes et les exigences créées par une augmentation rapide de la population sont-elles évoquées épisodiquement, mais sans que cela se traduise par des options cohérentes de planification en matière de santé et de développement agricole. Les déplacements migratoires, quant à eux, sont davantage interprétés comme la manifestation de comportements individuels (la recherche d'horizons nouveaux) que comme des réponses collectives à la crise de la société rurale: le fait que des interventions de développement soient susceptibles de tempérer ou de précipiter ces mouvements n'est donc même pas envisagé<sup>25</sup>. Ici encore, la pesanteur spécifique des institutions de développement (notamment les frontières qui se dressent entre territoires bureaucratiques) et l'insuffisance des concepts à partir desquelles se représentent la réalité font davantage question que la «résistance» des sociétés paysannes au changement.

### ***La reproduction sociale et les mutations d'une société paysanne***

La logique ou plutôt les logiques multiples de la reproduction sociale recouvrent un vaste champ d'analyse que l'on ne saurait aborder ici que de manière extrêmement superficielle et sommaire. Rappelons simplement qu'à travers les expressions particulières qu'en donnaient les formes spécifiques

du rapport social – maître/esclave, chef politique/sujet, patron/client, chef de famille/dépendant, homme/femme – un principe dominait l'organisation de la société haoussa: l'insertion des individus dans des chaînes hiérarchisées de relations inter-individuelles. Dans certains cas, ces chaînes étaient la manifestation visible de structures durables telles que des lignages ou des entités territoriales (villages, chefferies). Dans d'autres cas, elles correspondaient à des arborescences plus éphémères et plus limitées, notamment des réseaux bâtis sur l'imbrication des rapports individuels entre patron et client (Grégoire, 1986). Dans ce contexte social, le destin d'un individu s'inscrivait étroitement au sein des champs de sociabilité auxquels il appartenait et la structure de filiation patrilinéaire, cimentée par la notion d'héritage, constituait l'archétype dominant du système des rapports sociaux<sup>26</sup>. L'organisation de la production, la gestion et la circulation des biens reflétaient la logique de reproduction de ces réseaux et de ces structures. Cela signifie concrètement, par exemple, que les relations d'allégeance s'exprimaient et se renouelaient périodiquement à travers le travail des jeunes et des femmes sur les parcelles collectives familiales; celui des sujets sur les terres de leur chef; celui des «clients» sur les champs de leur patron. Il ne s'agit pas là d'une reconstruction théorique *a posteriori* mais d'une réalité vécue et mise au service de stratégies délibérées: ainsi l'accumulation foncière pratiquée par certains riches commerçants de Maradi a-t-elle autant pour objectif un renforcement de leur assise sociale et politique – grâce aux nombreux manœuvres qu'ils emploient – que la poursuite d'une rente, au demeurant très aléatoire. On a pu montrer ailleurs que la redistribution des biens et de l'argent, à travers les dons notamment, constituait le canal privilégié par lequel se manifestaient et s'entretenaient les structures sociales (Nicolas, 1975; Raynaud, 1973).

En demeurant aussi général, on simplifie à l'excès et l'on frôle le truisme mais le propos est simplement, ici, d'insister sur la cohérence qui s'établissait naguère entre le système des rapports sociaux, celui des représentations et celui des pratiques techniques. En raccourci, on peut dire que dominait, vis-à-vis de l'agriculture, une conception du Monde qui faisait de l'homme un simple usufruitier du sol qu'il exploitait, qui ne lui reconnaissait qu'un accès précaire aux ressources du milieu et qui fondait son individualité de producteur au sein d'entités collectives seules aptes à nouer les nécessaires alliances collectives avec les divinités. Cette conception était en parfaite compatibilité avec un mode d'exploitation de la nature qui privilégiait un usage temporaire du sol aux dépens de son aménagement durable et qui donnait priorité à la gestion de la force de travail plutôt qu'au contrôle de l'espace.

Ici encore, le processus de changement s'est manifesté comme bouleversement radical d'une logique profonde et cette évolution a revêtu une double dimension: l'une objective; l'autre idéelle.

L'évolution objective s'est traduite par l'éclatement des structures sociales anciennes – en particulier celles de l'appartenance lignagère – débouchant ainsi sur une *individualisation* progressive du rapport de la personne à son entourage matériel et social. Sans sous-estimer le relâchement des structures politiques anciennes, on peut considérer que la manifestation la plus évidente de ce mouvement réside dans le morcellement des cellules domestiques de production, dont la taille se réduit aujourd'hui, de plus en plus, à celle de la famille restreinte<sup>27</sup>. Certes, les structures anciennes sont loin d'être obsolètes et l'appartenance à une famille étendue continue à créer des obligations; mais si ces structures subsistent, c'est désormais davantage sous la forme d'une exigence de solidarité entre individus que comme le cadre de référence d'une

identité collective ou comme le lieu où s'accomplit le destin d'une personne.

L'évolution du système de représentation, quant à elle, s'est traduite de la façon la plus évidente par l'effondrement des cultes lignagers qui servaient de ciment idéologique aux structures patri-linéaires et fondaient l'existence d'un *héritage* commun. De leurs cendres a émergé un nouveau système qui permet à l'individu de se penser dans sa relation autonome avec le Monde. Cette nouvelle vision de l'univers emprunte beaucoup à l'Islam – en particulier la notion de relation personnelle avec un Dieu unique et universel. Mais elle continue à s'alimenter au vieux fonds de la culture pré-islamique en réinterprétant des concepts comme ceux de «chance», de «force», de «fortune». Une illustration concrète de cette évolution est apportée par l'émergence du modèle social du *Alhaji* (Pèlerin): celui qui – par ses qualités d'entrepreneur, mais aussi par sa «force» et sa «chance» personnelles – a su rassembler l'argent nécessaire au voyage à la Mecque. Cette forme de consécration est venue supplanter celle du *Sarkin noma* (Maître de culture) – qui devait son titre à la distribution ostentatoire d'une grande quantité de mil et de richesses, accumulées en faisant jouer la cohésion lignagère. Il s'agit de deux conceptions radicalement différentes de la «fortune».

C'est donc bien un remaniement des principes mêmes sur lesquels s'édifie l'ordre social qui est en train de s'opérer. Si l'on néglige cela, on se prive des moyens d'analyser le changement dans sa dimension la plus profonde. On risque, en particulier, de minimiser ce qui constitue, pourtant, le trait majeur de la mutation que subit actuellement la société paysanne haoussa, c'est à dire le développement d'un mouvement de différenciation économique qui n'est plus fondé sur l'expression de hiérarchies sociales anciennes fortement érodées mais repose sur le contrôle des facteurs matériels – terre, outils

techniques – dont nous avons souligné plus haut le rôle désormais prépondérant dans le processus de production. Un écart croissant se creuse, en effet, entre deux catégories extrêmes d'agriculteurs. Une minorité, grâce aux avantages fonciers et aux ressources marchandes non agricoles dont elle dispose, peut moderniser ses techniques et maintenir ainsi des niveaux de production qui la mettent à l'abri des conséquences les plus graves de l'insécurité climatique. À l'opposé, nombreux sont ceux qui tentent simplement de survivre sur un maigre lopin de terre, en s'efforçant de maximiser la productivité de leur travail mais sans pouvoir réaliser les investissements qui leur permettraient de préserver le potentiel des ressources qu'ils exploitent<sup>28</sup>. Dans ces conditions, leur situation ne peut que s'aggraver d'année en année. Ces deux groupes ne font pas que coexister; ils sont liés par un rapport d'échange inégal qui renforce la position des plus riches et accentue la vulnérabilité des plus pauvres: les seconds vendant leur force de travail puis, à terme, leurs terres aux premiers. Certes, il existe entre ces extrêmes des situations intermédiaires mais elles sont soumises à une évolution tendancielle qui les oriente vers l'un ou l'autre de ces deux pôles. À cet égard, c'est comme une sorte de *mécanisme de sélection* qu'ont fonctionné les sécheresses de ces dernières décennies: certains agriculteurs succombant au choc, d'autres tirant parti de leur faillite. Les mouvements de migration que l'on observe entre les campagnes et les villes (nigériennes ou nigérianes) sont une conséquence de cette évolution de la société rurale.

On ne peut, ici, que demeurer très schématique. On en a dit cependant assez pour montrer la complexité des évolutions en cours et la dimension sociale d'une crise agraire qui se manifeste comme un bouleversement de la logique des rapports sociaux. Face à une telle réalité, l'action d'un Projet

de développement comme celui de Maradi n'a que peu de prise. Elle en a d'autant moins que la dimension sociale des interventions techniques demeure ignorée. Jusqu'à récemment, la vision de la société paysanne a été à la fois segmentarisée à l'extrême et très uniformisatrice: centrée sur l'échelle de l'exploitation et appréhendant celle-ci à travers l'image d'une exploitation moyenne<sup>29</sup>.

Certes, les possibilités d'une manipulation délibérée et planifiée de la dynamique des rapports sociaux sont très largement illusoires. Toutefois, la question des dimensions sociales d'une intervention de développement ne peut être évacuée. Si l'on ignore les processus de différenciation socio-économique qui transforment actuellement le monde paysan haoussa, ou qu'on refuse d'en tenir compte, on risque d'en accroître sensiblement l'ampleur. Il est clair, à cet égard, qu'une stratégie de vulgarisation qui repose en priorité sur l'appui apporté à des individualités «dynamiques» – c'est-à-dire ceux qui disposent déjà des atouts pour réussir – ne peut que renforcer les écarts déjà existants. D'autre part, si l'on néglige les conséquences de l'individualisation des rapports de production et de l'intensification des concurrences entre les exploitations, on perd tout moyen d'aider à résoudre les problèmes qui se posent à l'échelle de communautés locales. Des expériences menées à Maradi ces dernières années, bien que tardives, montrent cependant que des opérations qui s'efforcent de faire jouer la coopération intra-villageoise au lieu d'attiser la compétition sont susceptibles de rencontrer le succès et d'aider significativement l'ensemble des agriculteurs<sup>30</sup>. Cela ne signifie pas, bien entendu, que les contradictions internes à la société paysanne s'effacent; toutefois, l'intervention extérieure peut créer les conditions d'une clarification des enjeux et d'une négociation entre catégories sociales aux intérêts divergents – au lieu de se contenter de satisfaire les besoins de celles

---

qui occupent le devant de la scène ou qui peuvent accéder aisément au marché.

En résumé, l'intervention d'une opération de développement comme celle que nous évoquons ici n'a pas davantage d'influence motrice dans le domaine social que sur le plan matériel. Elle ne fait, là aussi, que s'inscrire dans le cours de mouvements de transformation qui la dépassent. Son influence sur le cours des choses n'est cependant pas nulle – soit qu'elle vienne renforcer de façon plus ou moins intentionnelle les évolutions déjà engagées, soit qu'elle s'efforce de les tempérer en prenant en compte la diversité des intérêts qu'elle rencontre.

### *Les logiques externes*

En réponse à la question que nous posons plus haut sur un plan général, on constate que le mouvement global de transformation auquel est soumise la société rurale haoussa trouve son origine dans une conjugaison de pressions et de chocs exercés par des facteurs exogènes. Certes, la nature des changements qui s'opèrent, ainsi que les modalités de leur déroulement traduisent la dynamique des différentes logiques de la reproduction et de leur articulation réciproque; néanmoins, les impulsions qui ont révélé les contradictions internes, élargi les lignes de fracture déjà existantes, sont issues de l'extérieur. Exception faite des accidents climatiques, ces impulsions ne viennent pas d'événements mais s'inscrivent au contraire dans le cours de logiques historiques d'une large portée. L'une d'entre elles renvoie à la constitution de l'Etat-Nation et de son appareil de pouvoir: mouvement qui passe, dans une large mesure, par un affaiblissement de la cohésion des sociétés locales. L'autre prend son origine dans le fonctionnement de l'économie de marché. C'est sur cette dernière que nous allons plus particuliè-

rement insister ici, tout en demeurant bref car il s'agit d'un domaine abondamment couvert dans les analyses sur les sociétés sahélo-soudaniennes.

Rappelons tout d'abord un premier constat (Raynaud, 1977). La monnaie a investi l'ensemble du système économique haoussa dans ses différentes sphères: production (terre et travail sont des marchandises potentielles); consommation (l'alimentation quotidienne passe désormais par le marché: Raynaud, 1978); échanges (même les dons se font maintenant en monnaie). La société paysanne a désormais besoin d'argent pour se reproduire matériellement et socialement. Cette exigence est d'autant plus forte maintenant que, nous l'avons vu, le rééquilibrage du système de production agricole passe de plus en plus par l'achat de facteurs de production extérieurs.

On conçoit que, dans un tel contexte, les flux monétaires liant les communautés rurales à la société englobante exercent sur elles une influence déterminante. Disant cela, on peut penser à une fiscalité pendant longtemps excessivement lourde<sup>31</sup>. Mais il faut surtout évoquer les mécanismes de prix et le rapport des termes de l'échange qui s'établit entre les productions paysannes et les biens acquis en retour sur le marché. La longue stagnation des prix agricoles entre 1950 et 1975, de même que leur flambée durant la dernière décennie, constituent à ce point de vue des repères essentiels pour qui veut comprendre les à-coups et les accélérations que l'on constate dans l'évolution de la société paysanne et de son système de production (Raynaud, 1987b). La logique du marché s'impose donc, de façon directe ou non, à l'ensemble du monde rural considéré dans ses équilibres globaux comme sous l'angle des comportements individuels. La recherche du profit et de la rentabilité marchande constitue désormais un impératif auquel les paysans ne peuvent échapper et qu'ils s'efforcent, avec plus ou moins de succès,

de concilier avec d'autres modalités de l'échange – notamment le système des dons qui continue à tenir une place essentielle dans le fonctionnement des institutions (Raynaut, 1973).

Tout ceci a déjà été abondamment analysé. Notons simplement ici que peu d'opérations de développement rural sont en mesure d'intervenir durablement sur le rapport entre les communautés paysannes et leur environnement économique global. Les prix des denrées agricoles sont très difficiles à maîtriser à une époque où les marchés – même ceux des produits vivriers – ont acquis une dimension internationale (Egg, 1987). Il en est de même pour la plupart des produits de consommation finale. Les moyens de production, quant à eux, font occasionnellement l'objet de subventions (cela a été le cas à Maradi entre 1976 et 1982), mais celles-ci ne peuvent être maintenues – du fait du coût qu'elles représentent – lorsque la demande augmente. Par ailleurs, l'idéologie «libérale» qui triomphe actuellement au sein des organismes internationaux de financement prône le refus de faire des paysans des «assistés» et milite pour la «vérité des prix». L'exemple du Projet de développement de Maradi s'inscrit en faux contre cette théorie; en effet, la période où celui-ci a diffusé avec succès les équipements techniques qu'il proposait coïncide étroitement avec celle où l'échange entre productions agricoles et intrants se présentait, à l'échelle nationale, selon des termes favorables (Raynaut *et al.*, 1988). La stratégie de développement inspirée par les «experts» repose sur un paradoxe majeur: accélérant l'insertion de l'économie paysanne dans le marché et se faisant ainsi l'instrument d'une évolution entamée depuis le début de l'époque coloniale, elle n'apporte aux agriculteurs aucun moyen de réduire leur vulnérabilité à l'égard des mécanismes marchands dont ils sont de plus en plus tributaires. Refuser d'intervenir sur les prix revient

à soumettre sans protection les producteurs à des mécanismes sur lesquels ils n'ont aucune prise et qui, le plus souvent, jouent en leur défaveur.

### *Un projet, sa logique et son histoire*

On voit que ce qui est en cause, dans le cas du Projet de Maradi, c'est la conception même d'une intervention dont nous avons constaté, sous bien des aspects, le divorce avec la réalité des problèmes auxquels elle aurait dû répondre. Quelle est l'origine de cette apparente cécité? On n'a que trop tendance à réduire un programme de développement aux objectifs officiels – techniques, économiques – qui lui sont assignés. C'est oublier qu'il s'inscrit dans une histoire: la sienne propre mais aussi celle, plus ancienne et plus large, des rapports entre les communautés paysannes et l'appareil de développement. Or, c'est la prise en compte de cette histoire qui peut permettre de déceler la logique institutionnelle et politique latente à laquelle obéit une intervention. Il ne saurait être question de retracer ici tout le passé du développement rural dans la région de Maradi ni de décrire en détail la genèse du Projet de Maradi. Posons simplement quelques jalons qui en soulignent les enjeux majeurs.

Il faut d'abord rappeler que la vulgarisation des thèmes techniques prônés par le Projet n'a pas commencé avec lui. La période coloniale a connu diverses actions en faveur de l'agriculture. L'initiative venait non seulement des services administratifs, avec la mise sur pied des *Sociétés Mutuelles de Développement Rural* (connues sous le nom de *S.M.D.R.*) mais aussi de la *Sudan Interior Mission*, organisation confessionnelle très puissante au Nigeria et qui avait organisé plusieurs fermes écoles autour de Maradi. Après l'indépendance, le relais fut pris par l'*Union du Crédit Coopératif (U.N.C.C.)*

et par la délégation départementale de l'Agriculture. Ces différents efforts n'ont connu qu'un succès modeste parce que l'espace était encore trop abondant pour que la nécessité d'un changement technique fût perçue et que, de surcroît, les conditions économiques globales (niveau d'imposition, prix agricoles) dissuadaient les paysans d'investir (Raynaut, 1975). Toutefois, l'apprentissage des techniques nouvelles faisait lentement son chemin et une petite minorité aisée commençait à acquérir des équipements à traction attelée<sup>32</sup>. Ce n'est donc pas un hasard si la zone où la vulgarisation rencontre le plus de succès (voir la carte présentée plus haut) coïncide avec celle où les efforts se cumulent depuis un demi-siècle!

Mais pour comprendre les enjeux actuels, l'essentiel n'est pas là. Il réside dans le changement radical que la création du Projet de Maradi a marqué dans la politique de développement rural au Niger. Jusqu'alors, et depuis les premiers temps de l'indépendance, l'accent avait été mis sur la nécessité de valoriser les *ressources humaines*, en s'appuyant sur une politique ambitieuse d'animation rurale, de mise en place de structures coopératives et d'alphabétisation. Pendant longtemps, le contenu idéologique de la démarche avait pris le pas sur sa dimension concrète et pratique: ainsi les coopératives étaient-elles conçues davantage comme une école de démocratie – à travers la maîtrise de la commercialisation de l'arachide – que comme un instrument de développement agricole. Cette dimension politique était si réelle que la structure de l'Animation rurale, avec ses comités villageois, était souvent interprétée par les observateurs locaux comme le «Parti du Président Diori», venant doubler le Parti unique (*P.P.N.-R.D.A.*) contrôlé par le second homme fort du pays: Boubou Hama. En 1972, toutefois, devant la nécessité d'apporter des réponses techniques à la crise croissante de l'éco-

nomie rurale, les cadres du département, stimulés par la perspective d'un financement de la Banque Mondiale, unirent leurs efforts pour élaborer un «Avant-projet de développement» (Commissariat Général au Développement, 1972) dans lequel ils s'efforçaient d'intégrer un certain nombre d'axes d'intervention – production agricole et pastorale, environnement – au sein d'une perspective globale de planification régionale. L'originalité principale de ce document venait de la prise en compte de problèmes d'utilisation de l'espace (liés notamment à la densité d'occupation humaine et à la concurrence entre agriculture et élevage) et du fait que ceux-ci avaient été identifiés grâce à une vaste consultation de la population opérée par le canal des structures coopératives et celui de la chefferie traditionnelle.

Rien de ces intentions préalables ne s'est retrouvé dans le Projet de développement tel qu'il fut mis en place quatre ans plus tard. A ceci, la première raison fut l'opposition sans nuance de la Banque Mondiale à l'égard d'une approche qui ne lui permettait pas d'appliquer ses critères de rentabilité financière. Les missions successives envoyées par la Banque refusèrent l'idée d'une intervention qui s'appliquerait à l'ensemble de l'espace départemental. Elles réclamèrent que le futur Projet se limitât aux arrondissements les plus méridionaux: ceux où la pluviométrie était la moins défavorable et où le prêt qui allait être consenti avait le plus de chance d'être rentable. D'autre part, elles étaient réticentes à l'égard d'une démarche d'aménagement de l'espace, qui avait pour corollaire une prise en charge par les communautés de base. Elles préféraient voir les efforts se concentrer sur la vulgarisation de thèmes techniques ayant «fait leurs preuves» en station de recherche et destinés à accroître la productivité des cultures<sup>33</sup>. Les autorités nigériennes, en particulier le Commissariat au Développement, s'opposèrent à ces exigences et le conflit dura jusqu'en 1974:

année qui fut marquée à la fois par les conséquences d'une sécheresse dramatique et par le coup d'Etat qui vit la prise de pouvoir par les militaires. Ceux-ci se montrèrent beaucoup plus sensibles aux conceptions de la Banque Mondiale car elles mettaient en avant des prévisions quantifiées d'amélioration de la production et, surtout, parce qu'elles tournaient le dos à une stratégie de développement qui faisait la part belle à l'Animation rurale – tenue en suspicion par les nouveaux maîtres du pays à cause de la connotation «politique» de son action. En 1976, le Projet de Maradi vit donc le jour en se conformant, pour l'essentiel, aux recommandations du bailleur de fonds: ce fut le triomphe d'une approche technicienne sur une démarche intégrée qui avait déjà acquis sa dynamique collective, qui possédait ses cadres et qui avait suscité ses relais au sein du monde paysan. Désormais, l'essentiel des moyens destinés au développement rural dans le département furent monopolisés par la nouvelle structure mise en place. Celle-ci se développa progressivement en une bureaucratie pléthorique qui en vint, peu à peu, à consacrer l'essentiel de ses efforts à s'auto-reproduire. Au fil des années, les abus se généralisèrent et le gaspillage se fit criant. Un coup d'arrêt à cette évolution fut donné en 1984, à l'initiative du pouvoir politique, mais aussi des bailleurs de fonds – dont la conception du développement avait entretemps changé et qui étaient désormais gagnés aux vertus du «développement communautaire». Les structures furent réduites de façon considérable (plusieurs centaines de personnes furent licenciées), tandis qu'on s'efforçait de réorienter les actions selon une approche plus souple et plus soucieuse des réalités du terrain. Toutefois, les pesanteurs internes au Projet étaient trop importantes; l'hostilité cristallisée autour de lui après plusieurs années de règne sans partage, trop intense pour que l'expérience réussît. Elle s'est achevée en 1988.

De cet historique très schématique, une conclusion se dégage: le Projet de Maradi n'a pas été l'agent socialement désincarné d'une simple démarche technique de développement; il a constitué l'instrument de stratégies prenant le progrès de l'agriculture pour justification mais dont les enjeux profonds étaient tout autres. Pour le pouvoir national, il s'agissait essentiellement d'affermir son contrôle sur la population paysanne. La bureaucratie locale, quant à elle, cherchait à tirer avantage de la manne représentée par un afflux de subsides considérable. La Banque Mondiale, enfin, cherchait à renforcer sa présence dans un pays particulièrement démuni, tout en restant fidèle à sa logique d'institution financière.

Les communautés paysannes, de leur côté, ne restèrent pas insensibles au revirement du discours concernant le développement et à l'abandon d'une approche «participative» dans laquelle certains de leurs membres s'étaient personnellement engagés. Quels aient été les abus commis durant la période antérieure<sup>34</sup>, ce changement vint alimenter leur scepticisme à l'égard d'un appareil administratif qui leur apparaissait comme une structure de pouvoir mue par sa propre logique beaucoup plus que comme un partenaire dans lequel on put investir durablement sa confiance.

Il ne faut pas oublier que si les projets et les équipes se succèdent au fil des années, se donnant chaque fois l'illusion de partir à zéro, les paysans conservent la mémoire de toutes les tentatives avortées et des promesses non tenues!

Il ne s'agit pas, ici, de porter un jugement de valeur sur les faits que nous venons de résumer. C'est ainsi que l'histoire concrète de développement se déroule – à Maradi comme ailleurs. Elle est toujours la résultante de rapports de force qui traduisent l'affrontement de stratégies étrangères au monde paysan et des dynamiques internes qui traversent ce dernier. Ce n'est qu'au prix d'une re-

---

construction totalement coupée de la réalité qu'on peut la représenter comme la confrontation entre des opérations de développement, agents désincarnés du «progrès», et des sociétés rurales plus ou moins prisonnières du poids de la «tradition».

## Conclusion

Partant de l'analyse d'un exemple concret, cet article a eu pour but d'illustrer la validité de l'application d'une démarche holistique à l'étude d'une situation de développement. Le modèle d'analyse proposé ici demeure très simplificateur, mais c'est la rançon d'une démarche qui cherche à introduire un ordre dans la complexité et à dépasser le simple constat que «tout se tient». Il ne s'agit encore que d'un moment d'une réflexion, aussi d'indispensables approfondissements sont-ils encore nécessaires, en particulier sur le plan théorique. C'est notamment le cas en ce qui concerne la nature des articulations internes sur lesquelles se fonde la cohérence relative d'une logique, aussi bien que la nature des rapports qui unissent les logiques entre elles. Nous avons évoqué la notion de *compatibilité*, il faudrait la développer, parallèlement aux concepts de *rupture* et de *crise*. Mais, si l'on ne veut pas que cette réflexion se fasse sur une base dogmatique, il faut qu'elle puise dans les matériaux fournis par un grand nombre de situations concrètes. Cela ne peut se faire qu'à travers l'intégration de données apportées par de multiples disciplines – relevant des Sciences de l'Homme, de la Nature, de la Vie. Dans cette perspective, le schéma d'analyse suggéré ici peut être utilisé comme un outil de recherche, un canevas d'approche interdisciplinaire. Son caractère très général implique, certes, un appauvrissement pour chacune des disciplines concernées, mais sa prétention n'est pas d'expliquer le réel à grands

traits. Il est de fournir un cadre topologique possible pour la formulation de problématiques communes puis, partant de là, pour l'identification de plages de convergence thématique débouchant sur une collaboration de terrain. Celle-ci permet alors à chaque démarche scientifique d'appliquer ses méthodes et ses concepts en sachant où et comment elle s'articule avec les autres au sein d'un effort d'appréhension d'une dynamique plus large.

L'application d'une telle démarche à une situation de développement permet, nous espérons l'avoir montré, de briser la perspective fausse qui fait partir l'analyse du changement de l'intervention de développement elle-même. En effet, elle resitue celle-ci à sa place – souvent minime mais pas négligeable – dans le cours d'une évolution qui l'englobe et la dépasse. Il ne faut pas se cacher, toutefois, que l'ambition d'une approche globale – même si elle demeure irréalisable dans son exhaustivité – recèle un danger potentiel: celui de donner à croire que l'accès à une vision d'ensemble permettrait d'agir de façon plus systématique, plus efficace et de planifier ainsi le changement en faisant l'économie des conflits et des crises. Le risque qui guette ici est celui de *l'illusion scientifique*, c'est-à-dire la croyance selon laquelle il est possible d'adopter vis-à-vis de la réalité une position détachée qui donnerait une image impartiale et rationalisée des choses. Une telle conception de la connaissance et de son usage est cependant condamnée à l'échec dans la mesure où elle oublie qu'une intervention extérieure – fût-elle scientifique – est toujours l'élément d'une dynamique sociale et politique. Face à une situation donnée, de multiples solutions sont généralement envisageables. Les choix ultimes ne peuvent être que l'expression de l'équilibre des forces tel qu'il s'établit entre les acteurs en présence. Le savoir produit par l'analyse scientifique ne peut jouer qu'un seul rôle positif: celui de clarification des

enjeux, devenant, par là même, une composante de la dynamique sociale. Se pose alors la question des destinataires de la connaissance acquise et,

donc, de la forme et des conditions sous lesquelles se transmettent les résultats d'une recherche. Mais nous abordons là un autre sujet.

## Notes

1. Concernant ces premières analyses de la sécheresse, voir en particulier: Comité information Sahel, 1974; Copans *et al.*, 1975; Dalby *et al.*, 1977.

2. Le fleuve Niger a connu une série d'étiages catastrophiques depuis 15 ans: phénomène qui fournit une expression synthétique de la situation pluviométrique dans un immense bassin versant (Billon, 1984-85).

3. P. Richards présente une intéressante analyse critique d'une application trop simpliste des théories de la domination (voir bibliographie).

4. A propos de l'agriculture française, voir notamment les analyses présentées dans *Etudes Rurales*, 1978.

5. Godelier a développé les multiples implications théoriques de ce thème (1984); nous nous en tenons ici à sa formulation la plus directe et la plus simple.

6. Voir en particulier l'analyse que fait la Banque Mondiale de la «désertification» en Afrique Sahélo-soudanienne, avec l'accent mis sur la notion de population supportable par un écosystème (1985).

7. On peut prendre hors de la zone sahélo-soudanienne des exemples de ce double mouvement. Ainsi, au Kenya, les interventions récentes en vue de modifier les pratiques techniques et économiques concernant l'usage du bois se heurtent-elles au rôle religieux et symbolique des arbres et aux interdits auxquels sont soumises les femmes à leur sujet (Bradley, 1987) ce qui témoigne, dans ce domaine, du poids des systèmes de représentation anciens. Il n'en est pas moins vrai que les systèmes de production paysans ont été perméables, depuis le début du siècle, à l'introduction d'éléments techniques nouveaux (mais, houe métallique) qui ont modifié profondément les bases sociales de leur fonctionnement (Bernard, 1972).

8. Il serait possible de multiplier les exemples de tels décalages. Ainsi, dans le domaine de la santé, la progression de conceptions nouvelles touchant l'alimentation et l'hygiène,

– qui sont véhiculées par l'école, le dispensaire, la radio – contrastent-elles avec l'impossibilité de leur donner un contenu concret dans les conditions de vie actuelles. Inversement, l'inadaptation des règles coutumières d'usage des plantes non cultivées face aux contraintes matérielles créées par une pression croissante sur l'espace constitue souvent un facteur aggravant du point de vue de la dégradation du milieu naturel au Sahel.

9. L'organisation interne des systèmes de représentation constitue, en elle-même, un objet d'étude – comme le démontrent les apports de l'anthropologie structuraliste (notamment l'œuvre de Lévi-Strauss). Cela est d'autant plus pertinent lorsqu'une culture s'attache à unifier sa représentation de l'univers et à faire se correspondre en une même grille les différents champs du réel ouvert à la pratique. Parfois, sous l'effet d'une diversification culturelle et sociale, la cohérence peut n'être pas complète, laissant apparaître des hiatus entre des systèmes de représentation spécifiques.

10. Morin (1984) a développé ces notions de reproduction, d'évolution et de crise.

11. Sur les notions d'ordre et de désordre dans le champ de l'organisation sociale, lire les analyses de Morin (1984, 1977).

12. Nous empruntons ce terme à Monod (1970) qui, dans le domaine de la biologie, désigne ainsi la finalité commune qui oriente l'articulation des processus dynamiques dont la cellule vivante est le théâtre. Le concept est intéressant dans la mesure où il permet de dépasser la notion trop restreinte de *fonction*.

13. Lire, dans ce domaine, les réflexions de Crozier et Friedberg sur l'acteur et le système (1977). A travers le cas d'une communauté villageoise haoussa, nous avons, pour notre part, mené l'analyse concrète des tensions entre structures collectives et stratégies individuelles (Raynaud, 1973).

14. Deux groupes de disciplines s'efforcent d'appliquer à l'analyse de la vie matérielle une approche globale. Les sciences sociales le font avec une démarche théorique et fondamentale – en France, la revue *Techniques et Cultures* offre un panorama actuel de ce courant – tandis que les disciplines techniques – agronomie et agroécologie – adoptent une visée plus pragmatique et plus tournée vers le développement (voir notamment les *Cahiers de la Recherche-Développement*). Un numéro des *Cahiers de l'ORSTOM* consacré aux outils aratoires en Afrique tropicale (1984) contient de nombreuses contributions qui, dans le domaine de l'agriculture, permettent de mieux cerner les logiques techniques: notamment les contributions de Bernardet, Marchal, Sigaut.

15. On trouvera quelques éléments concernant ce domaine de réflexion peu abordé dans Gregory et Piché, 1985.

16. La notion d'*encastrement* de l'économie développée par Polanyi (1957) a été examinée et enrichie par Godelier dans la préface à l'édition française de cet ouvrage (1975).

17. Il est évidemment artificiel de séparer le politique de l'économique dans la mesure où l'établissement et le maintien d'un pouvoir passe pour large part par des processus d'échange et d'accumulation des biens et des richesses. Mais, ici encore, il ne s'agit pas de délimiter des sphères de pratique sociale autonomes les unes des autres, mais d'identifier des champs d'articulation dans lesquels on puisse reconnaître des objets pertinents d'analyse.

18. C'est le caractère souvent trop dogmatique des théories de la domination qui rend possible le faux débat lancé par la notion de «paysannerie non-capturée» introduite par Hyden (1980). Qu'il n'y ait pas asservissement total des économies paysannes africaines aux principes de l'échange marchand ne signifie nullement que la dépendance ne soit pas complète. Meillassoux (1975) montre bien que la permanence d'un secteur d'économie domestique conditionne l'exploitation de la force de travail de la paysannerie Sahélo-soudanienne.

19. Une analyse critique de cette problématique est menée, notamment, dans Boiral *et al.* (1985).

20. Ce n'est que récemment que le problème de l'incidence des politiques de développement sur la santé des populations est devenu une préoccupation majeure de l'OMS: voir les déclarations du Directeur Général de cet organisme à l'Assemblée mondiale de la santé en mai 1989.

21. Conçu pour une période de 9 ans à concurrence d'un milliard de CFA par an en moyenne, ce Projet a commencé à être opérationnel pour la campagne agricole 1977. Son objectif principal était l'augmentation de la productivité des cultures pluviales. Pour cela, son action reposait sur la diffusion de quatre thèmes techniques: emploi de semences sélectionnées, traitement des semences, semis denses, emploi d'engrais aux doses recommandées. S'ajoutaient des thèmes dits secondaires tels que la préparation du sol, l'entretien des cultures et la pratique de la culture attelée. La diffusion de ces thèmes était assurée par des paysans vulgarisateurs formés durant un an dans des Centres de Perfectionnement Rural (CPR). Par ailleurs, 500 hectares de terres de vallée ont été aménagés et mis sous irrigation. En 1984, le Projet a été prolongé sur des bases nouvelles: fermeture des CPR; prise en compte de la diversité des contraintes à l'intérieur du secteur d'intervention (réalisation d'une zonation); développement d'une approche villageoise ordonnée autour d'une démarche de recherche/développement. Cette réorientation n'ayant pas donné les résultats escomptés par les bailleurs de fonds (au nombre desquels figurait désormais la Caisse Centrale de Coopération française), l'expérience a été interrompue en avril 1988.

22. La notion de seuil agrotechnique est exposée par Bertrand: «A de longues phases de blocage, clone de déterminisme, pendant lesquelles les paysans sont confrontés à des structures écologiques finies, succèdent des périodes d'innovation et de progrès pendant lesquelles de nouvelles possibilités apparaissent la mise en valeur du milieu. Toutefois, l'apport agrotechnique contient en lui-même son propre déterminisme» (1975:53)

23. Dumont (1986) cite le cas d'une paysanne de la région de Niamey qui déclare que les femmes de son village sont prêtes à appliquer des méthodes de contrôle des naissances. L'affirmation semble un peu hâtive. Toutefois, il ne faut pas penser que les sociétés paysannes «traditionnelles» ne se préoccupent pas de la question. En pays haoussa, il existe de longue date des pratiques à visée anticonceptionnelle. Leur but n'est toutefois pas de réduire le nombre des enfants mais d'éviter une nouvelle grossesse avant que l'allaitement de l'enfant précédent ne soit fini. En revanche, les enquêtes sanitaires que nous avons effectuées en milieu urbain ont fait apparaître quelques demandes de pilules anticonceptionnelles; elles émanaient de femmes mariées, mères de famille, non scolarisées et d'origine rurale. A travers ces demandes s'exprimait un souhait explicite de limitation

des naissances qui, bien qu'encore exceptionnel (3 cas sur 50 femmes enquêtées), témoigne de l'émergence timide de nouvelles attitudes vis-à-vis de la fécondité.

24. On manque, sur ce point, de données concernant le milieu rural mais les résultats de l'enquête urbaine menée à Maradi-ville donnent un taux de natalité annuel de 58,8% et un nombre moyen par femme d'enfants nés vivants de 6 (données en cours de publication).

25. Si ce n'est dans la dernière phase du Projet, où la constitution de stocks céréaliers villageois a été entreprise dans certains villages particulièrement touchés par l'exode à la suite de la sécheresse de 1984.

26. Le vocabulaire est explicite à ce sujet: le terme de «fils» (d'a) pouvant être utilisé, en haoussa, pour un domestique et celui de 'fils de (même) mère' (y'an uwa) pour des compagnons.

27. Nous avons étudié en détail ce phénomène de morcellement des cellules domestiques dans Raynaut, 1973.

28. Cette stratégie s'accompagne d'une modification de l'outillage, marquée par l'emprunt à des régions voisines d'outils agricoles traditionnels permettant d'effectuer un travail plus rapide (Raynaut, 1984).

29. A partir de 1984, le Projet a essayé de mieux prendre en compte la diversité du milieu humain. C'est de cet effort que témoigne le document de synthèse publié en 1988 (Raynaut *et al.*). Cette démarche n'a toutefois pu être poussée jusqu'à son terme (voir plus loin bref un rappel historique du Projet).

30. Il s'agit de stocks communautaires de céréales, d'engrais; d'actions collectives de préservation et de mise en valeur des terres villageoises.

31. En 1972, à la veille du première grande sécheresse, l'impôt de capitation exigé de chaque actif atteignait plus de 100 kilos de mil, soit près de la moitié de la quantité nécessaire pour nourrir une personne pendant un an (Raynaut, 1977).

32. Voir à ce sujet les données présentées dans Mainet et Nicolas, 1964.

33. Au sujet du comportement de la Banque Mondiale durant les années 70, voir les expériences rapportées par Dumont (1986).

34. En particulier le détournement du système coopératif par une petite bureaucratie locale et par quelques notables.

## Bibliographie

Banque Mondiale. *La désertification dans les zones sahélienne et soudanienne de l'Afrique de l'Ouest*, 1985.

Bernard, F. E. *East of mount Kenya: Meru agriculture in transition*. Weltforum verlag Monchen, 1972.

Bertrand, G. Pour une histoire écologique de la France rurale. In: *Histoire de la France rurale*, Seuil, 1975.

Bemardet, Ph. Pour une étude des modes de transmission. La technologie du manche court en Afrique Noire. *Les instruments aratoires en Afrique Tropicale. La Jonction et le signe, Cahiers de l'ORSTOM*, Série Sciences Humaines, 1984.

Billon, B. Le Niger à Niamey. Décru et étiage 85. *Cahiers de l'ORSTOM*, série Hydrologie, 1984-85.

Boiral, P. *et al. Paysans, experts et chercheurs en Afrique Noire*. Karthala, 1985.

Bradley, P. N. Development Research and Energy Planning in Kenya. *Ambio*, 14(4-5), Royal Swedish Academy of Science, 1987.

Bradley, P. N. *et al. Le Guidimaka Mauritanien*. War on Want, 1977.

Coll. Campagnes marginales, campagnes disputées. *Etudes Rurales*, 71-72, 1978.

Comité Information Sahel. *Qui se nourrit de la Jamine au Sahel*. Maspero, 1974.

Commissariat Général au Développement (Niger). *Avant-projet de Développement du Département de Maradi*, 1972, multigr.

Copans, J. (Ed.). *Sécheresses et Famines du Sahel*. Maspero, 1975.

- Crozier, M.; Friedberg, E. *L'acteur et le système*. Seuil, 1977.
- Dalby, D. et al. (Eds.). *Drought in Africa*. International African Institute, 1977.
- Diarra, S. Les stratégies spatiales des éleveurs-cultivateurs peul du Niger central agricole. In: *Maîtrise de l'espace agricole et développement en Afrique tropicale. Logique paysanne et rationalité technique*. Mémoire ORSTOM n° 89, 1979.
- Dumont, R. *Pour l'Afrique, j'accuse*. Plon, 1986.
- Egg, J. *Mission d'appui sur le thème: le Nigeria et la stratégie alimentaire du Niger*. INRA, 1987, multigr.
- Franke, R.; Chasin. B. *Seeds of Famine: Ecological destruction and the Development Dilemma in the West African Sahel*. Alanheld & Osmun, 1981.
- Frère, J.-J. Enquête nationale sur la morbidité et la mortalité au Niger. *Médecine d'Afrique Noire*, 34(1), 1987.
- Godelier, M. *L'idéal et le matériel. Pensée, économies et sociétés*. Fayard, 1984.
- Grégoire, E. *Etude socio-économique du village de Gourjae (Maradi)*. DGRST/Université de Bordeaux II, 1980.
- Grégoire, E. *Les Alhazai de Maradi (Niger). Histoire d'un groupe de riches marchands sahéliens*. ORSTOM, Travaux et documents n° 187, 1986.
- Gregory, J.; Piché, V. Mode de production et régime démographique. *Journal Canadien d'Etudes Africaines*, 1(1), 1985.
- Hyden, G. *No Shortcuts to Progress: African Development Management in Perspective*. University of California Press, Berkeley, 1983.
- Koechlin, J. *Rapport d'études sur le milieu naturel et les systèmes de production*. DGRST Université de Bordeaux II, 1980.
- Lebras, M. et al. Paludisme urbain et rural au Niger. *Bulletin de la Société de Pathologie Exotique*, 79, 1986.
- Le Gal, P.-Y. *Systèmes de production agricole et systèmes de culture*. Projet de Développement de Maradi, 1984.
- Lévi-Strauss, Cl. *La pensée sauvage*. Plon, 1962.
- Mainet, G.; Nicolas, G. La vallée du Gulbi de Maradi, Enquête socio-économique. *Etudes Nigériennes*, n. 16, 1964.
- Marchal, J.-Y. Lorsque l'outil ne compte plus. Techniques agraires et entités sociales au Yatenga. In: *Les instruments aratoires en Afrique tropicale*, op. cit., 1984.
- Meillassoux, Cl. *Femmes, greniers & capitaux*. Maspero, 1982.
- Monod, J. *Le hasard et la nécessité*. Seuil, 1970.
- Morin, E. *La Méthode*. 1 *La nature de la nature*. Seuil, 1977.
- Morin, E. *Sociologie*. Fayard, 1984.
- Nicolas, G. Un village bouzou du Niger. Etude d'un terroir. *Cahiers d'Outre-Mer*, T XV, 1962.
- Nicolas, G. *Dynamique sociale et appréhension du monde au sein d'une société hausa*. Travaux et Mémoires de l'Institut d'Ethnologie - LXXXVIII, 1975.
- Polanyi, K.; Arensberg, C. *Trade and Market in the Early Empires. Economies in History and Theory*. Toe Free Press, N.Y., 1957 (ed. française, *Les systèmes économiques dans l'histoire et dans la théorie*, préface de M. Godelier. Larousse, 1975).
- Raulin, H. *La dynamique des techniques agraires en Afrique tropicale du Nord*. Editions du CNRS, 1967.
- Raynaut, Cl. *Structures normatives et relations électives. Etude d'une communauté villageoise haoussa*. Mouton, 1973.
- Raynaut, Cl. Le cas de la région de Maradi. In: Copans, op. cit., 1975.
- Raynaut, Cl. Circulation monétaire et évolution des structures économiques chez les Haoussas du Niger. *Africa*, 47(2), 1977.
- Raynaut, Cl. Aspects socio-économiques de la préparation et de la circulation de la nourriture en pays haoussa. *Cahier d'Etudes Africaines*, 68, XVII-4, 1978.
- Raynaut, Cl. *Synthèse des travaux effectués dans la région de Maradi*. DGRST/Université de Bordeaux II, 1980.
- Raynaut, Cl. (Ed.). *Milieu naturel, Techniques et Rapports sociaux*. Editions du CNRS, 1983.
- Raynaut, Cl. Outils agricoles de la région de Maradi (Niger). *Les instruments aratoires en Afrique tropicale*, op. cit., 1984.

- 
- Raynaut, Cl. Disparités économiques et inégalités devant la santé à Maradi (Niger). *Colloque Urbanisation et Santé dans le Tiers-Monde*. ORSTOM, 1986.
- Raynaut, Cl. Conditions de vie et santé: le privilege urbain. *Politique Africaine*, n. 28, 1987a.
- Raynaut, Cl. L'agriculture nigérienne et la crise du Sahel. *Politique Africaine*, n. 28, 1987b.
- Raynaut, Cl. Aspects of the problem of land concentration in Niger. In: Downs and Reyna (Eds.). *Land and Society in Contemporary Africa*. University Press of New England, 1988.
- Raynaut Cl. *et al.* *Le développement rural de la région au village. Analyser et comprendre la diversité*. GRID/Université de Bordeaux, 1988.
- Richards, P. Ecological Change and The Politics of African Land Use. *African Studies Review*, 26(2), 1983.
- Sigaut, F. Essai d'identification des instruments à bras de travail du sol. In: *Les instruments aratoires en Afrique tropicale, op.cit.*, 1984.
- Stigliano, M. *L'occupation agricole du sol dans le département de Maradi*. DGRST/Université de Bordeaux II, 1980.